

# L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°214 du Jeudi 31 Août 2023

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Fécovo (Fédération congolaise de volleyball)

Grande première à Madingou, avec la tenue des championnats nationaux

 (P.12)

## Election présidentielle au Gabon

# Réélu, Ali Bongo-Ondimba balayé par des militaires !

*Ayant voulu briguer un troisième mandat, le Président Ali Bongo Ondimba a été chassé du pouvoir par sa propre garde soutenue par l'armée et la police.*

 (P.3)



## Institutions constitutionnelles

# Décès à Brazzaville, du médiateur de la République, Hilaire Mounthault

*Hilaire Mounthault, quand il fut nommé médiateur de la République, en décembre 2001.*

 (P.5)



**CANAL+**

PROFITEZ DE L'OFFRE JUSQU'AU 04 SEPTEMBRE

LE DECODEUR HD 1 000 FCFA TTC\* 5 000 FCFA TTC\*

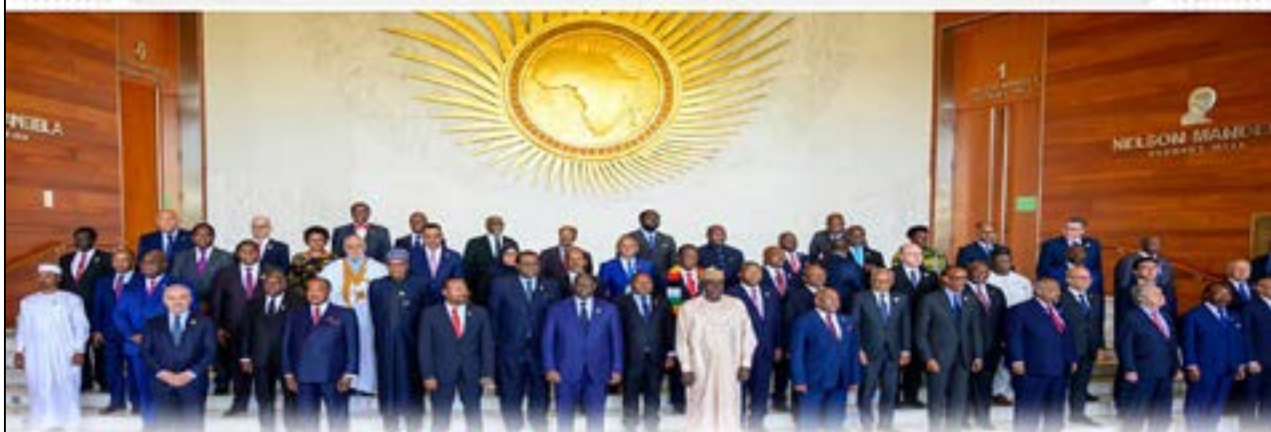
A PARTIR D'EVASION



92 92  
CANAL+ CONGO

Offre TTC en régime promotionnel du 01/09/2023 dans la limite des stocks disponibles pour un montant maximum de 1000000 FCFA. L'offre est réservée aux abonnés CANAL+ HD. Les produits ne sont pas disponibles dans les zones non couvertes par le service CANAL+ HD.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DES APPROVISIONNEMENTS ET DE LA CONSOMMATION



**UA-2023 : ACCÉLÉRATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA ZLECAF**

Plus que **6 ans** et quelques mois avant l'ouverture des frontières. Tous les opérateurs économiques, doivent dès à présent adapter leurs modèles économiques avant l'ouverture des frontières. L'Afrique ne sera plus qu'un seul espace économique.



Gabon

# Trois élections regroupées en un scrutin aujourd'hui annulé, après un coup d'Etat

Les Gabonais étaient aux urnes, samedi 26 août 2023, pour un triple scrutin: l'élection présidentielle; les élections législatives et locales. Le corps électoral établi après un travail de révision du fichier électoral, affichait 846.822 électeurs dont 16.093 électeurs au sein de la diaspora gabonaise votant à l'étranger. Pour la présidentielle, même s'il y a eu 19 candidats, dont 5 de l'opposition qui se sont retirés au dernier moment, au profit du candidat unique de l'opposition, le scrutin opposait principalement le Président sortant, Ali Bongo-Ondimba (64 ans), qui sollicitait un troisième mandat, et le candidat unique de l'opposition, Albert Ondo Ossa (69 ans) de la plateforme Alternance 2023, en sigle A23. Mais, le déroulement du scrutin a connu des perturbations, notamment le retard dans l'ouverture de la plupart des bureaux de vote et des irrégularités comme le nombre en moins de bulletins de vote du candidat de l'opposition, créant ainsi des tensions politiques, sur fond de coupure d'Internet et d'instauration de couvre-feu à partir 19h.

Depuis l'instauration de la démocratie pluraliste, les scrutins présidentiels au Gabon, pays sous la coupe de la dynastie Bongo père et fils depuis un peu plus d'un demi-siècle, sont toujours l'objet de tensions politiques extrêmes. La réélection d'Ali Bongo-Ondimba, en août 2016, pour un second septennat, était suivie d'une violente crise politique, après la contestation des résultats par le candidat de l'opposition, Jean Ping. Cette année, la même configuration de crise post-électorale semblait prendre forme, malgré la tenue, pendant deux mois, du 28 mars au 26 mai 2017, du dialogue national d'Angondjé, du nom du quartier de Libreville où il s'était déroulé, entre le gouvernement et une partie de



Ali Bongo-Ondimba, la tentative de briguer un troisième mandat lui a coûté la perte du pouvoir.



Albert Ondo Ossa, candidat de l'opposition à la présidentielle de 2023, l'homme qui provoqua la chute de la dynastie des Bongo.

l'opposition. L'opposant Jean Ping avait, en effet, boycotté cette rencontre politique qui avait abouti à la réforme du système électoral, au redécoupage électoral et à la réduction de moitié du nombre de sénateurs et de la durée de leur mandat qui est passé de 6 à 5 ans. Il a d'ailleurs refusé de participer au scrutin de cette année, dénonçant un simulacre d'élection. A sa place, c'est une nouvelle figure de l'opposition qui a surgi, le prof Albert Ondo Ossa, qui était décidé à mettre un terme à la longévité des Bongo à la tête du Gabon. Face à la radicalité de l'attitude de l'opposition, le gouvernement, on le sentait,

voulait tenter un passage en force. Les élections se sont déroulées, samedi 26 août, sans observateurs internationaux ni africains et sans presse internationale. Les Gabonais étaient même privés de suivre les médias français, selon une décision de la Hac (Haute autorité de la communication), qui a annoncé «l'interdiction provisoire de diffusion, au Gabon, des médias France 24, R.f.i et T.v5 Monde», auxquels il est «reproché un manque d'objectivité et d'équilibre dans le traitement de l'information en lien avec les élections générales en cours». Pour éviter «la propaga-

tion d'appels à la violence (...) et des fausses informations», «le gouvernement a pris la décision de suspendre, jusqu'à nouvel ordre, l'accès à l'Internet sur toute l'étendue du territoire. Un couvre-feu sur l'ensemble du territoire est décrété et sera appliqué dès ce dimanche 27 août. Il sera de vigueur tous les jours, à partir de 19h, jusqu'à 6h», avait fait savoir le ministre de la communication, Rodrigue Mboumba Bissawou, au lendemain du scrutin. Et pour cause, dès le jour du vote, les irrégularités constatées ont créé un climat orageux dans le pays. Le rival du Président sortant avait dénoncé des «fraudes orchestrées», selon lui, par le gouvernement et le parti au pouvoir, le P.d.g (Parti démocratique gabonais). Il faut dire que le candidat de l'opposition avait promis, depuis la campagne électorale, de «chasser la dynastie Bongo» du pouvoir, en l'accusant de mauvaise gouvernance et de corruption. C'est donc dans un climat tendu et orageux que les résultats de ce triple scrutin étaient attendus au Gabon où l'on redoutait une résurgence de violences. Finalement, après la proclamation de la réélection du Président Ali Bongo Ondimba, mardi 29 août, par le Centre gabonais des élections, les militaires ont mis fin à son régime et annulé ce scrutin. (Voir la suite dans l'article de la page 3).

Urbain NZABANI



Election présidentielle au Gabon

# Réélu, Ali Bongo-Ondimba balayé par des militaires !

La journée du mercredi 30 août 2023 en République Gabonaise s'est annoncée particulière et décisive pour le pouvoir au Gabon. La nuit, le C.g.e (Centre gabonais des élections), qui a remplacé la Cenap (Commission électorale nationale autonome et permanente), a commencé à publier les résultats officiels de l'élection présidentielle du samedi 26 août, province par province, à partir de 3h30 sur la télévision d'Etat. Aucune annonce de la publication des résultats n'a été faite préalablement. A 5h45, il proclamait la réélection du Président sortant, Ali Bongo-Ondimba, pour un troisième mandat de sept ans, avec 64,27% des suffrages, contre 30,77% au candidat de l'opposition, Albert Ondo Ossa qui, avant la publication officielle des résultats, revendiquait déjà la victoire, en donnant ses propres tendances qui le mettait largement en tête. A 6h43, un groupe d'une douzaine de militaires apparaissent sur la chaîne de télévision Gabon 24, situé dans l'enceinte même du Palais présidentiel, à Libreville, la capitale, annonce «la fin du régime» du Président Ali Bongo-Ondimba et annule les élections. Depuis, la confusion règne au Gabon.

Decidément, l'armée est devenue en Afrique la régulatrice de la gestion du pouvoir d'Etat. Au Gabon, tout le monde voyait que le pays se dirigeait vers une impasse, avec la tenue des élections générales (présidentielle, législatives et locales) en un seul scrutin, qui a eu lieu samedi 26 août. Cette décision du gouvernement était contestée par l'opposition qui a réussi à faire bloc derrière un candidat, le professeur Albert Ondo Ossa, un ancien ministre de feu le Président Omar Bongo-Ondimba, ressortissant de la Province de Woleum-Ntem, au Nord du Gabon, qui fut déjà candidat en 2009.



Le Président déchu Ali Bongo-Ondimba.

communiqué. Après avoir constaté «une gouvernance irresponsable, imprévisible, qui se traduit par une dégradation continue de la cohésion sociale risquant de conduire le pays au chaos (...), nous avons décidé de défendre la paix, en mettant fin au régime en place», a-t-il déclaré, avant d'annoncer la dissolution du régime d'Ali Bongo-Ondimba: «Toutes les institutions de la République sont dissoutes, le gouvernement,



Le groupe de militaires qui se sont emparés du pouvoir à Libreville.

Le gouvernement a placé le pays pratiquement à huis-clos, lors de la tenue du scrutin (Internet coupé, correspondants de médias étrangers interdits d'entrer dans le pays). Ce qui a galvanisé de plus les Gabonais qui souhaitent l'alternance démocratique dans leur pays, après plus de cinq décennies du règne des Bongo père et fils, avec tout ce qui leur est reproché de mauvaise gouvernance et d'enrichissement personnel,

au détriment des populations dont la majeure partie croupit dans la pauvreté. Il n'empêche, l'information sur le scrutin a, malgré tout, circulé et l'opposition s'est arrangée pour diffuser ses propres résultats, faisant ainsi monter la pression. Le candidat de l'opposition a eu la sagesse d'appeler ses militants et ses soutiens au calme. Pas de violence donc, mais un climat politique lourd. C'est dans ce contexte que

le Président Ali Bongo-Ondimba a tenté de faire un passage en force, en faisant proclamer, en catimini, des résultats le donnant vainqueur du scrutin. L'armée est sortie pour arrêter ce coup d'Etat électoral. Un groupe d'une douzaine d'officiers supérieurs de l'armée gabonaise, de la garde républicaine et de la police a surgi sur la chaîne privée Gabon 24, situé dans l'enceinte même du Palais présidentiel, pour lire un

le sénat, l'assemblée nationale, la Cour constitutionnelle. Nous appelons la population au calme et à la sérénité et nous réaffirmons notre attachement au respect des engagements du Gabon à l'égard de la communauté internationale».

Les putschistes ont aussi annulé les élections: «À cet effet, les élections générales du 26 août 2023 ainsi que les résultats tronqués sont annulés». Selon eux, l'organisation des élections n'avait «pas rempli les conditions d'un scrutin transparent, crédible et inclusif tant espéré par les Gabonaises et les Gabonais». Les frontières du pays ont été fermées «jusqu'à nouvel ordre» et un «Comité de transition et de restauration des institutions». L'Internet a été rétabli, après quatre jours de coupure et le Président Ali Bongo-Ondimba et sa famille ont été placés en résidence surveillée à Libreville assisté de ses médecins. Situation à suivre au Gabon où la dynastie des Bongo a pris fin.

Urbain NZABANI

## Editorial

### Comment en finir avec les coups d'Etat en Afrique?

Avec la série de coups d'Etat en Afrique de l'Ouest et maintenant en Afrique centrale, nombre d'observateurs voient le recul de la démocratie sur le continent. Nous pensons qu'il ne s'agit que d'avatars manifestant l'inculture démocratique qui prendra encore beaucoup de temps, mais que la marche de la démocratie est irréversible dans les pays africains.

L'évolution qu'on peut constater est que les militaires qui font irruption sur la scène politique ne s'emparent plus définitivement du pouvoir d'Etat. Ils se proclament dirigeants de transition limitée dans le temps et promettent de rétablir la marche démocratique par le retour aux élections. Jusque dans les années 90, les coups d'Etat étaient sanglants. Aujourd'hui, ils nécessitent même plus de tirer un coup de feu comme on vient de le voir au Gabon. Un communiqué à la télévision, et cela suffit pour établir un ordre nouveau, après avoir pris en main le gouvernail de la sécurité. La jubilation de la population offrant une certaine légitimité.

Mais, pourquoi le coup d'Etat ou l'interruption de l'ordre démocratique est-il redevenu à la mode en Afrique? Pour une raison bien simple: la confiscation du pouvoir à travers les élections truquées, rendant ainsi l'alternance impossible, c'est-à-dire le changement de dirigeants politiques, qui est un principe inhérent à la démocratie, et qu'on ne saurait éviter éternellement. On ne peut pas changer ses parents, ceux qui donnent la vie. Mais, un peuple peut changer ses dirigeants politiques, suivant le principe démocratique de l'alternance.

Généralement, lorsque l'alternance est frigorifiée par le biais de la confiscation du processus électoral, on s'expose à ces avatars imprévisibles, même si tous les coups d'Etat ne se justifient par ce seul aspect. On a vu au Niger, le coup d'Etat a été fait contre un Président qui était dans l'exercice de son premier mandat démocratique.

Il est vrai que l'alternance fait parfois peur. Elle correspond à un saut dans le vide. On a déjà vu que des urnes peuvent sortir des monstres. C'est ici la question de la consolidation des institutions qui concourent à la gestion de l'Etat. La démocratie n'est perfectible que dans le contexte d'institutions fortes et non d'hommes forts, comme l'ancien Président américain, Barack Obama, nous l'avait dit.

Avec les coups d'Etat, l'institution armée apparaît étrangement comme la régulatrice de la démocratie en Afrique. Quand bien même ils sont condamnables, il faut admettre que les coups d'Etat se présentent, de plus en plus en Afrique, par la faute des dirigeants politiques toujours tentés par la confiscation du pouvoir, comme un mal qui survient pour retrouver plus tard le bon chemin de la démocratie. C'est indéfendable moralement, mais le déficit de culture démocratique, le manque d'objectivité dans la pratique démocratique exposent nombre de pays africains à ce chemin tortueux. Les coups d'Etat sont condamnables, mais condamnables aussi les élections dont les résultats ne correspondent pas à la réalité des urnes.

L'HORIZON AFRICAIN

#### Après le coup d'Etat au Gabon

### Le général Brice Oligui Nguéma nouvel homme fort

Le chef de la garde républicaine, le général Brice Oligui Nguéma, est finalement le tombeur du Président Ali Bongo-Ondimba qu'il a placé en résidence surveillée, à Libreville. Il a eu la modestie de ne pas s'auto-proclamer comme le numéro un du pays. Il a préféré créer un consensus des chefs militaires de tous les corps autour de lui.



Le général Brice Oligui Nguéma nouvel homme fort.

(Suite en page 9)



A.u.f (Agence universitaire de la francophonie)

# Une vingtaine d'étudiants initiés à l'esprit d'entreprise

L'A.u.f (Agence universitaire de la francophonie) a procédé, du 21 au 25 août 2023, par l'entremise de son bureau national du Congo, à la formation de 20 étudiants issus des établissements membres, au cours d'un atelier sur le thème: «Entreprendre: modèle économique et plan d'affaires». La formation était assurée par Lionel Kindzala, expert en entrepreneuriat, sous la supervision du Prof Edouard Ngamountsika, responsable du bureau national A.u.f-Congo et du Centre d'employabilité francophone de Brazzaville.

La formation initiée par l'A.u.f au profit des étudiants congolais fait suite à la tenue, il y a peu, du concours national, «Mon idée, mon entreprise» dont l'objectif visait à susciter le génie entrepreneurial sommeillant chez les étudiants des établissements membres. A l'issue de ce concours, trois projets d'étudiants étaient retenus. Ainsi, en organisant la formation sur le modèle économie et le plan d'affaires, les responsables de l'A.u.f ont voulu s'assurer de ce que sont devenus ces lauréats, pour recadrer ceux qui doivent l'être.

Le C.f.e (Centre d'employabilité francophone) de l'A.u.f entend, par-là, accompagner et former les étudiants des établissements membres à être des créateurs et propriétaires d'entreprises, pour booster effectivement la diversification économique tant



Les étudiants pendant l'atelier.

souhaitée par le gouvernement. Selon le prof Ngamountsika, cette formation s'inscrit dans le pôle 4 de pré-incubation entrepreneuriale où il est question de résolument former sur les modèles écono-

miques et plans d'affaires qui sont porteurs d'emplois, pour résorber le taux de chômage élevé des jeunes diplômés dans le pays. Développer et améliorer l'esprit de créativité, acquérir les techniques de présentation

de projets, aider les bénéficiaires de la formation à bâtir un projet d'entreprise dans un domaine donné, renforcer la culture entrepreneuriale chez les étudiants des établissements membres, outiller les bénéficiaires à la conception d'un projet d'entreprise viable

et bancable, consolider la base des données des potentiels entrepreneurs de l'A.u.f-Congo ont, entre autres, les aspects abordés au cours de cette formation.

Joseph MWISSI NKIENI

## PROPOS D'ÉTAPE

### Coopération gagnant-gagnant

Le vocable est à la mode. Les Africains font rarement attention aux éléments de langage des autres. Ils les adoptent à tout vent, sans recul. Il en est ainsi de la coopération dite «gagnant-gagnant», une forme démagogique d'endormissement des Africains dans la gouvernance économique mondiale.

Qui fait des affaires pour gagner moins ou rien du tout? Qui, dans ce monde, investit par altruisme? Depuis quand l'altérité fait le bonheur des autres? Comment, à situations économiques inégales, peut-on imaginer une coopération «gagnant-gagnant»?

Il y a lieu de relire la théorie des jeux, pour les décisions stratégiques entre les économies, notamment en matière de coopération. Parce que dans ce cas, les résultats pour une Nation dépendent toujours des décisions d'une autre Nation. Et, on ne voit pas pourquoi une Nation adopterait une stratégie de type jeu à somme non nulle.

Un jeu à somme nulle signifie que ce qu'une économie gagne en coopération avec une autre, est exactement ce que cette dernière perd. La coopération «gagnant-gagnant» signifie que les parties concernées ont un jeu à somme non nulle, c'est-à-dire que ce que gagne l'une des parties n'est pas nécessairement ce que perd l'autre. Mais alors, que gagne l'autre? Que gagnent les pays qui font exploiter leurs mines d'or par d'autres et qui récoltent un désastre écologique? Les quelques bâtiments, sacs de riz, ordinateurs en don compensent-ils le saccage des forêts, la pollution des eaux et les concessions sur les éléments de souveraineté?

La coopération dite «gagnant-gagnant», donc un jeu à somme non nulle repose sur l'affirmation de l'économiste américain, Milton Friedman, selon laquelle «si un échange entre deux parties est volontaire, il n'aura lieu que si les deux pensent qu'ils en tireront profit. La plupart des erreurs économiques découlent de l'oubli de cette idée, de la tendance à supposer qu'il y a un gâteau figé, qu'une partie ne peut gagner qu'au détriment de l'autre».

Sans vouloir vexer un Prix Nobel d'économie, il y a tout de même lieu de constater que, lorsque c'est seulement l'une des parties qui connaît la taille du gâteau, il y a forcément échange inégal, et le jeu de la coopération est à somme nulle. En effet, dans toute cette musique coopérative, qui connaît mieux la taille du gâteau pétrole, or, diamant, coltan, cobalt, bois et autres matières premières extraits de nos terres et nappes mères, sinon l'altérité? Une économie qui n'est pas capable de contrôler ce qui sort de son sol, de ses forêts, ses frontières; une économie qui ne peut maîtriser ses décisions stratégiques ne peut prétendre à un réel gain dans une coopération. L'échange sera toujours inégal.

Dans ce que l'on appelle coopération «gagnant-gagnant», l'altérité gagne au détriment des éphémères de céans. Lorsque des économies en coopération sont asymétriques, il n'y a pas de coopération «gagnant-gagnant». Il y a certainement un meilleur gagnant, mais souvent un gros perdant. Et pour l'instant, ce sont toujours les mêmes qui perdent. Parce qu'il n'y a pas de raison économique que l'autre s'occupe de nos intérêts. Le croire, c'est faire preuve de naïveté.

Prométhée.

COMMISSION NATIONALE DE  
TRANSPARENCE ET DE RESPONSABILITE  
DANS LA GESTION DES FINANCES  
PUBLIQUES  
PRESIDENCE  
CABINET

REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité\*Travail\*Progrès

## AVIS DE RECRUTEMENT POUR LE POSTE DE CONSULTANT EN COMMUNICATION (H/F)

La Commission Nationale de Transparence et de Responsabilité dans la Gestion des Finances Publiques (CNTR) est une entité publique indépendante, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Créé par Loi n°18-2019 du 24 mai 2019, la CNTR a pour rôle de veiller à la bonne gouvernance des finances publiques en République du Congo.

La CNTR s'est dotée d'un plan pluriannuel de communication. De ce fait, elle recherche un consultant en communication, pour collaborer à la mise en œuvre de ce plan. Le consultant en communication sera basé au siège de la CNTR, à Brazzaville.

### Description du poste

Sous l'autorité du Président, le consultant a pour missions de:

- Assurer la notoriété et la visibilité des actions de la CNTR ;
- Faire connaître la commission auprès des acteurs cibles et du grand public ;
- Sensibiliser les publics internes et externes sur les enjeux et acquis des réformes de la bonne gouvernance économique et financière ;
- Fédérer les responsables et les cadres de l'administration publique autour des exigences de la transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques ;
- Participer à l'enracinement d'une culture de transparence dans l'exercice des fonctions des mandataires de l'Etat ;
- Faire une large diffusion des rapports d'activités et de mission de la CNTR auprès de tout type de public.

### Profil recherché et expériences

- Diplômes supérieurs (BAC+5) en communication, relations

- publiques, journalisme, relations internationales ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la communication institutionnelle.
- Avoir une expérience avérée dans une organisation / mission internationale serait un atout ;
- Avoir une bonne connaissance des finances publiques ;
- Savoir prendre des initiatives.

### Dossiers à fournir

- Un curriculum vitae (CV) actualisé et signé du candidat ;
- Lettre de motivation ;
- Diplômes, attestations de fin de formations ;
- Attestations de services faits relatives aux missions déjà réalisées.

Procédure de soumission et date de clôture des candidatures

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à l'adresse mail: [cntr.congo@gmail.com](mailto:cntr.congo@gmail.com) ou à travers le site Internet [www.cntr-cg.org](http://www.cntr-cg.org) avec objet: «Candidature au poste de consultant en communication». Ou à déposer au Cabinet du Président de la CNTR situé à l'immeuble des Conseils Consultatifs Nationaux: Rue des Manguiers, à Mpila / Brazzaville, au plus tard le 15 septembre 2023.

Fait à Brazzaville, le 25 août 2023

Le Président  
Joseph MANA FOUAFOUA

L'HORIZON AFRICAIN

Visitez notre Site Internet,  
[www.lhorizonafricain.com](http://www.lhorizonafricain.com),





Institutions constitutionnelles

# Décès à Brazzaville, du médiateur de la République, Hilaire Mounthault

**Le médiateur de la République, Hilaire Mounthault, s'est éteint samedi 26 août 2023, à Brazzaville, à l'âge de 92 ans. Membre du Bureau politique du P.c.t (Parti congolais du travail) issu de troisième congrès ordinaire tenu du 27 au 31 juillet 1984, Hilaire Mounthault fut nommé, le 22 décembre 2001, comme médiateur de la République, institution constitutionnelle fonctionnant comme une «autorité indépendante chargée de simplifier et d'humaniser les rapports entre l'administration publique et les administrés».**

En tant que médiateur de la République, Hilaire Mounthault avait succédé à Victor Tamba-Tamba, dont le mandat était interrompu par la guerre de juin-octobre 1997 qui avait provoqué la chute du régime du Président Pascal Lissouba. Nommé pour un mandat de trois ans, renouvelable, il est resté à son poste jusqu'à son décès, malgré le poids de l'âge, synonyme de retraite. 22 ans sans discontinuité à la tête d'une institution constitutionnelle administrative, c'est une longévité inégalée. Tout au long de ces années, Hilaire Mounthault n'avait été reçu qu'une fois par le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, le 17 novembre 2004, dans le cadre de ses fonctions. Il avait cessé de publier ses rapports d'activités, document pourtant important dans la vie de cette institution, après 2007.



Hilaire Mounthault à la messe d'action de grâce pour ses 92 ans.

dépendance du pays, Hilaire Mounthault va émerger sur la scène nationale après le mouvement des 13, 14, 15 août 1963 qui aboutira à la chute du Président Fulbert Youlou. Il est de la génération de Claude Ernest Ndalla Graïlle, Pascal Lissouba, Ambroise Edouard Noumazalay, Henri Lopès, etc, qui incarneront l'aile dure de la gauche marxisante. Quand

Alphonse Massamba-Débat est désigné pour accéder au pouvoir, en raison de sa probité dans la gestion publique, après la démission de Fulbert Youlou, ils seront aux avant postes de la vie politique nationale. Hilaire Mounthault est dans la J.m.n.r (Jeunesse du Mouvement national de la révolution) avec des jeunes qui se feront remarquer comme Maurice



Hilaire Mounthault, quand il fut nommé médiateur de la République, en décembre 2001.

Ognami, Aubert Lounda, Julien Boukambou, Alice Badiangana, Gabriel Obongui, etc. Après le mouvement du 5 février 1979, qui se traduit par l'arrivée du colonel Denis Sassou-Nguesso au pouvoir, Hilaire Mounthault est promu au gouvernement comme ministre des trans-

ports et de l'aviation civile. Il y laissera deux grandes traces: la clôture de l'Aéroport international Maya-Maya en mur de plaques de béton, pour protéger le terrain de l'aéroport contre l'occupation anarchique, et l'achèvement, en 1984, des travaux gigantesques de réa-

lignement du C.f.c.o (Chemin de fer Congo-Océan), lancés en septembre 1976 sous le Président Marien Nguabi. Ce chantier avait concerné la construction, après Dolisie, dans le Département du Niari, d'un nouveau tracé du chemin de fer long de 91 kilomètres impliquant la construction de 19 ponts et de trois tunnels pour franchir des montagnes. Ce fut l'un des premiers grands travaux du Président Sassou-Nguesso.

Hilaire Mounthault est pratiquement parmi les derniers acteurs politiques du début des années 60, avec le Président Sassou-Nguesso, à être aux affaires jusque dans les années 2020. Mais, avec le poids de l'âge, il était pratiquement en retrait de la chose publique. En juin dernier, il a célébré ses 92 ans, par une messe à la Cathédrale Sacré-Cœur, à laquelle avait participé le Président Denis Sassou-Nguesso, et quelques autorités nationales comme le Président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, et le Premier ministre Anatole Collinet Makosso.

Il a exercé, avec un grand esprit républicain, ses fonctions de médiateur de la République. Mais, dans un contexte de déficit démocratique criant, ses décisions restaient souvent lettres mortes auprès des gouvernants, au grand désespoir des usagers de l'administration publique, au point que la présence du médiateur de la République ne se faisait plus remarquer.

Jean-Clotaire DIATOU

Vie politique nationale

# Benjamin Bounkoulou, l'homme qui défia Pascal Lissouba et qui resta loyal à Denis Sassou-Nguesso

**Le vice-président du Cese (Conseil économique, social et environnemental), Benjamin Bounkoulou, est décédé mercredi 23 août 2023, à Suresnes, en France, à l'âge de 81 ans, à la suite d'une longue maladie. Président de l'U.r (Union pour la République), parti qu'il a fondé après son départ de l'U.pa.d.s en 1995 et qu'il a dirigé jusqu'à sa mort, Benjamin Bounkoulou est diplomate de carrière. Leader politique, il était à la majorité présidentielle. Il est celui qui va provoquer le recul de l'U.pa.d.s dans son fief de la Bouenza, défiant ainsi le Président Pascal Lissouba. Après avoir observé une attitude de neutralité, il se rapprochera ensuite du Président Denis Sassou-Nguesso dont il a soutenu l'arrivée au pouvoir en octobre 1997, à l'issue de la guerre qui avait provoqué la chute du régime Lissouba.**

Quand Pascal Lissouba est élu en août 1992, aux premières élections démocratiques post Conférence nationale souveraine, par 61,32% des voix, son parti, l'U.pa.d.s, qu'il avait créé un peu plus d'un an auparavant, s'était forgé comme fief politique et électoral, les trois départements du Niari, de la Lékoumou et de la Bouenza. Son logo, les trois palmiers, symbolisaient, pour beaucoup d'observateurs, l'alliance politique indéfectible réunissant les trois départements. Ressortissant de la partie Sud de la Bouenza, Benjamin Bounkoulou est bombardé ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la Francophonie, dans le pre-

mier gouvernement de l'ère Lissouba. Moins de deux ans plus tard, en janvier 1995, il est débarqué du gouvernement. Eclate une crise qui le conduit à démissionner de l'U.pa.d.s, en emportant les élus ressortissants du Sud de la Bouenza. Il crée, en mars 1995, l'U.r (Union de la République) qui se désolidarise du parti au pouvoir. Malgré les menaces et les intimidations, il tient tête au Président Pascal Lissouba. C'est la grande crise politique qu'affronte l'U.pa.d.s dans son propre fief de la Bouenza. C'est dans ce contexte qu'éclate, deux ans plus tard, le 5 juin 1997, la guerre entre le P.c.t de Denis Sassou-Nguesso, alors situé à l'opposition, en alliance avec

le M.c.d.d.i, et l'U.pa.d.s au pouvoir. Les médiations internes et internationales et autres démarches diplomatiques ayant échoué à réconcilier le Président Lissouba et son prédécesseur, Denis Sassou-Nguesso, afin de mettre fin à la guerre qui ravageait le pays, celle-ci s'achève par la victoire militaire d'un camp sur l'autre. Benjamin Bounkoulou apporte son soutien politique au Président Denis Sassou-Nguesso qui s'installe au pouvoir, en instaurant une transition flexible de trois ans, qui finira par prendre quatre ans et demi. Il faut dire qu'à l'époque, c'est l'un des rares leaders politiques ressortissants du Sud du pays qui, très tôt, se rapproche du pouvoir



Benjamin Bounkoulou

issu de la guerre, alors que ce pouvoir est vivement critiqué comme étant un coup d'Etat. Il est vice-président du C.n.t (Conseil national de transition), le parlement transitoire dirigé par Justin Koumba et qui compte 75 membres. Son alliance avec le P.c.t lui permet de devenir vice-président du sénat, après les premières élections post-guerre pendant lesquelles il est élu sénateur. Il va occuper ce poste de 2002 à 2011.

Mais, en politique, le vent tourne toujours. Voilà qu'à partir d'octobre 2006, des cadres de son parti lui mènent la fronde. Il réagit en reprenant le contrôle du parti, par sa réélection comme président, et l'exclusion des frondeurs, lors d'une assemblée générale extraordinaire de l'U.r, tenue à Nkayi, le 18 décembre 2006. Après avoir manqué sa réélection au sénat, en 2011, il se fait élire député en 2012, à Boko-Son-

gho, dans la Bouenza. C'était le dernier baroud d'honneur de son combat politique. A l'issue de ce mandat parlementaire, en 2017, sa réélection étant problématique, le voilà en traversée du désert pendant un an et demi. En juillet 2019, il est nommé vice-président du Cese, par le Président de la République.

Mais, le vieux loup politique était déjà en retrait du champ de bataille. Affaibli par la maladie, Benjamin Bounkoulou se faisait rare dans les événements où il avait l'habitude de se distinguer. Tout de même, il a eu un parcours riche de diplomate et d'acteur politique qui a toujours privilégié la paix, le dialogue et l'entente. Paix à son âme!

Jean-Clotaire DIATOU



# CANAL+

**PROFITEZ DE L'OFFRE  
JUSQU'AU  
04 SEPTEMBRE**

**LE DÉCODEUR HD**

**1 000** FCFA  
TTC\*

~~5 000~~ FCFA  
TTC\*

**A PARTIR D'EVASION**



  **92 92**  
(COUT D'UNE COMMUNICATION LOCALE  
SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

 **CANAL+ CONGO**

Tarif TTC en vigueur jusqu'au 04/09/2023 dans la limite des stocks disponibles pour tout nouvel abonnement à partir de la formule EVASION, lié à l'achat d'un décodeur HD CANAL+. La parabole est gratuite. Hors frais d'installation. Voir conditions auprès de votre Distributeur Agréé.



Commandement de la sécurité civile

# Les services de santé renforcés par l'arrivée de nouveaux médecins officiers

Affectés à la sécurité civile, au terme d'une formation en médecine générale en République de Cuba et une formation au Centre d'instruction de police d'Obouya, dans le Département de la Cuvette, 247 médecins officiers de police sur les 257 attendus, ont été reçus par le général Albert Ngoto, commandant de la sécurité civile, au cours d'une cérémonie organisée jeudi 24 août 2023, à la caserne principale des sapeurs-pompiers, à Brazzaville, en présence des officiers du commandement de la sécurité civile, des représentants des institutions gouvernementales ainsi que d'autres personnalités. Au cours de cette rencontre, les nouveaux médecins officiers ont été appelés à faire preuve de discipline et d'humilité dans l'exercice de leurs fonctions.

Parmi les médecins formés à Cuba, 257 ont été affectés à la sécurité civile. Avant de prendre leurs fonctions, il leur a fallu suivre une formation intense de six mois (août 2022 à février 2023) en médecine d'urgence et de catastrophe au Centre d'instruction de police d'Obouya, pour des opérations de prise en charge d'une grande diversité de maladies, d'anomalies



Le général Ngoto (au milieu) et le colonel Itoua-Poto (à droite).



Le général de police de première classe Albert Ngoto, commandant de la sécurité civile.



Des officiers supérieurs du commandement de la sécurité civile.

ou de blessures aiguës. Cette promotion de médecins officiers permettra de répondre un tant soit peu à la hausse continue des interventions de la sécurité civile dans le pays. Au cours de cette année 2023, les services de la sécurité civile ont effectué 14.076 interventions dans 27 localités soit environ 2.978 de plus qu'en 2022. Dans son allocution, le général Albert Ngoto a déclaré que «les services de santé de la sécurité civile ont hissé à un niveau très remarquable la sécurité civile congolaise». Soulignant les attentes de la part de la nouvelle équipe, le commandant de la sécurité civile a salué l'engouement et la promptitude des médecins officiers pendant les séances de stages. «Nous espérons que vous allez constituer une valeur ajoutée», a-t-il dit. Poursuivons son propos, le général Albert Ngoto a appelé les nouveaux médecins officiers à faire



Les médecins officiers affectés à la sécurité civile.

preuve de discipline, d'humilité, d'unité au sein de la corporation et de beaucoup de sens de responsabilité dans l'exercice de leurs fonctions. «Nous assurons une mission de service public gratuit, rien n'est à payer», a rappelé le général Albert Ngoto. Ces officiers seront répartis dans les douze départements du pays. Pour sa part, le médecin commandant Amona Médard, représentant le directeur général des services de santé du Ministère de la défense, a exhorté les officiers à s'investir pleinement dans

l'accomplissement des missions qui leur sont assignées. Il a souligné qu'«à travers le suivi méthodique des cadres, avec une égalité des chances, entre l'exercice en milieu urbain et rural, il n'y aura pas de différence dans la promotion des cadres lors de l'accès aux formations et de l'élévation au grade supérieur». «Vous êtes des acteurs de la garantie de la continuité du service public à travers la réponse nationale aux besoins vitaux de la populations», a-t-il indiqué. Rappelons que suivant ses attributions et son or-

ganisation, le commandement de la sécurité civile comprend des structures opérationnelles et de soutien parmi lesquelles le commandement de la mobilisation et des opérations de secours et

le commandement des services médicalisés qui dispose désormais d'un nombre important de nouveaux médecins. Administration publique incontournable du secours, la sécurité civile est sur tous les fronts. Elle ne cesse de se transformer au fil du temps pour répondre aux attentes des populations, pour réduire la vulnérabilité de nos localités parfois confrontées à un manque d'assistance en cas de crise ou de catastrophe.

Roland KOULOUNGOU

Université Marien Nguabi

## Donal A. Maladi Mouanda est devenu docteur en histoire des relations internationales

Sous la direction du Prof Joachim Emmanuel Goma-Thethet, Donald Arsène Maladi Mouanda, titulaire d'un master ès lettres d'histoire des relations internationales, a présenté, récemment à Brazzaville, ses travaux de recherche portant sur: «L'Onu et la résolution des crises postélectorales en Afrique de 1992 à 2011», pour l'obtention du doctorat unique de l'Université Marien Nguabi, en histoire des relations internationales. Après un débat de près de deux heures avec les membres du jury, ces derniers ont décerné le grade de docteur de l'Université Marien Nguabi, à Donald Arsène Maladi Mouanda, avec la mention «Très honorable» et les félicitations du jury présidé par le prof Joseph Itoua.



Donald Arsène Maladi Mouanda (en costume) avec les membres de son jury.

A travers «l'Onu et la résolution des crises postélectorales en Afrique de 1992 à 2011», le désormais docteur Donald Arsène Maladi Mouanda avait pour objectif de circonscrire les origines des violences en Afrique, leurs évolutions ainsi que leurs conséquences sur la vie politique et socio-économique des populations.

Dans ses travaux, il a démontré que face aux multiples conflits post-électorales qui déstabilisent les pays africains, les Nations unies disposent des mécanismes juridiques, politiques et militaires pouvant leur permettre de résoudre les différends qui naissent en Afrique. Pour mener à bon port cette étude, au plan méthodologique, l'auteur s'est inspiré de l'approche constructiviste centrée sur la causalité multisectorielle, qui part de la conjonction de plusieurs variables comme les pratiques sociales avec leur caractère situé dans les contextes historiques, politiques et sociologiques.

En outre, il ressort de cette thèse que dans les différends politiques, certaines méthodes sont quelques fois remises en cause. Toutefois, il se pose le problème des moyens que les Nations unies devraient utiliser, pour régler les conflits armés. Au-delà des controverses, le dialogue devrait rester le seul moyen de trouver les solutions durables à même de satisfaire toutes les forces influentes en présence (civiles, politiques, militaires, etc.), autour d'une table. Sachant que le manque de consensus, dans certaines décisions politiques, a fait basculer certains Etats africains dans des guerres civiles aux conséquences désastreuses pour les populations.

Signalons que le jury était composé de Jean Félix Yékoka, maître de conférences Cames (Université Marien Nguabi), rapporteur interne et examinateur, Jean François Owaye, professeur titulaire (Université Omar Bongo du Gabon); Joachim Emmanuel Goma Thethet, professeur titulaire, directeur de thèse (Université Marien Nguabi).

Joseph MWISSI NKIENI



Commentaire

# Pour affronter les conditions de l'existence, il est important de renforcer son caractère

**Même s'il est souhaitable, par tous, que la jeunesse étudie et obtienne des diplômes, on est obligé de constater qu'au-delà de la formation de l'intellect, il y a la formation du caractère. Car l'essentiel, c'est de pouvoir tenir dans une société, gagner sa vie en assurant son autonomie et en étant au service des autres. Ce qui compte, ce n'est pas seulement d'accumuler des connaissances intellectuelles, s'orner de diplômes en devenant enseignant, ingénieur, architecte, journaliste, magistrat ou comptable, etc, mais de pouvoir affronter les conditions d'existence, pour assurer sa vie et être utile à sa société. Pour cela, il est plus indispensable de renforcer son caractère, c'est-à-dire avoir un esprit combatif.**

Dans les difficultés de la vie, on s'attend de la part des gens instruits et cultivés à des réactions raisonnables leur permettant de s'en sortir. Mais, le plus souvent, ce n'est pas du tout ce que l'on voit: un rien les met dans des états pitoyables de colère ou de dépression et ils n'ont aucun pouvoir, aucune volonté pour y remédier.

Ils sont incapables de se servir de leur instruction, leur érudition, pour s'en sortir. Quand les jeunes arrivent à l'âge d'affronter les difficultés de la vie, pour leur insertion socio-professionnelle, ils se laissent souvent abattre. Ils ont vécu dans le monde abstrait des livres, des connaissances intellectuelles, voilà que dans la vie pratique, au moment décisif de se prendre en charge, en commençant par trouver ou créer une activité rémunératrice, permettant de gagner sa vie, les connaissances acquises tout au long de la formation scolaire et universitaire ne leur servent plus à grand-chose. Ils recherchent l'excellence qu'ils sont incapables de trouver. Ils reculent devant les réalités de la vie.

Combien ne rencontre-t-on pas de gens instruits, toujours faibles, toujours flottants, toujours à la merci des circonstances? Ils ont lu les bouquins dont ils font des citations, mais ils n'ont pas la force de caractère pour affronter les



Une vue des objets d'arts réalisés par des artisans entrepreneurs.

aléas de la vie. A quoi sert-il de brandir les connaissances livresques si on est incapable de les mettre en pratique au profit de son propre développement social?

Raison pour laquelle il est nécessaire de travailler sa force de caractère, quel que soit le niveau d'instruction qu'on a ou la position qu'on occupe dans la société. L'instruction est une chose, l'éducation

en est une autre. Les jeunes n'ont pas seulement besoin d'enseignants érudits. Ils ont aussi besoin d'instructeurs qui leur révèlent ce qu'est la vie et comment ils doivent la vivre, pour que leurs forces, leurs qualités, les talents qui sommeillent en eux puissent se manifester en toute plénitude, afin de leur permettre de forger leurs places dans la société.

Les jeunes donnent trop souvent l'impression de marcher sur des chemins glissants où les livres, les diplômes acquis ne leur permettent pas de tenir et de percer, car dans la vie, l'équilibre dépend d'abord du caractère, du psychisme et non de l'instruction. Tant qu'on ne mettra pas l'accent sur la formation du caractère, en se contentant seulement de l'accumulation des connaissances livresques, les jeunes seront moins armés à affronter la vie. Les connaissances livrées dans les écoles et les universités sont, pour les jeunes, des moyens de réussir, mais pas de se transformer pour devenir des acteurs dynamiques de la société. Il faut un complément: le caractère. S'ils sont ambitieux, craintifs, orgueilleux, méchants, sensuels, avares, frileux, ils le resteront. C'est ainsi qu'il leur faut une autre école où l'on apprend à connaître la nature humaine, à changer son caractère, à se transformer, à s'améliorer pour leur développement social.

Dans l'histoire de l'humanité, les inventeurs, les créateurs, les découvreurs, les grands penseurs, etc, ne sont pas toujours ceux qui sont bardés de diplômes. D'ailleurs, certains chercheurs ont déjà souligné que les études par elles-mêmes n'ont jamais rendu les êtres meilleurs, et même souvent elles ont fait d'eux de véritables dangers publics. En revanche, les connaissances dans les mains de ceux qui ont travaillé sur leur caractère et qui sont décidés à ne pas les utiliser à leur seul profit, mais pour le bien de tous, ont fait des grands hommes.

Martin BALOUATA-MALEKA

C.a.d (Centre d'actions pour le développement)

## Une proposition de projet de loi sur le régime de manifestation publique

Le C.a.d (Centre d'actions pour le développement), parraine, avec l'appui de la Fondation nationale pour la démocratie (National endowment for democracy), en sigle Ned, une O.n.g américaine d'appui à la démocratie, une proposition de projet de loi portant régime des manifestations et réunions publiques en République du Congo. Il a organisé, du 17 au 18 juillet 2023, au Cinu (Centre d'information des Nations unies), à Brazzaville, un atelier de validation d'une proposition de projet de loi, qui a connu la participation des représentants des organisations de la société civile, des partis politiques, des activistes pro-démocratie, syndicalistes, journalistes et du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale.



La liberté de manifester pacifiquement participe au fonctionnement de la démocratie.

Selon le C.a.d, la proposition de projet de loi élaborée et validée a pour objectif de consacrer le passage du régime de l'autorisation préalable à celui de la notification préalable, seule condition nécessaire pour assurer l'effectivité du droit fondamental à la liberté de rassemblement et réunion publics.

Au cours de l'atelier, les participants ont reconnu que toute personne a droit à la liberté de manifestation et de réunion pacifiques, qui sont des composantes essentielles de la démocratie. Le droit de manifester favorise l'expression et la participation de tous à la construction des sociétés où les droits humains, reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres textes internationaux pertinents ratifiés par la République du Congo, sont réalisés, respectés et protégés. C'est un outil précieux pour obtenir des changements politiques et socio-économiques.

Au regard de l'analyse des standards régionaux et internationaux présentés par un représentant du Centre des Nations unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale et du contexte national, il s'avère que le régime de l'autorisation préalable encore en vigueur en République du Congo constitue le nœud gordien dans la jouissance réelle du droit à la liberté de rassemblement et de réunion publics. Ce régime est aujourd'hui inadapté.

La proposition de projet de loi élaborée est aussi une réponse au rétrécissement de l'espace civique dans le pays, car la République du Congo est classée comme étant un Etat répressif ou non-libre, par plusieurs organisations, à l'instar de «Article 19» et «Freedom house». Elle intègre les principes généraux découlant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, des Lignes directrices de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (C.a.d.h.p) sur la liberté d'association et de réunion en Afrique, ainsi que les Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et à l'utilisation des armes à feu par les responsables chargés de l'application des lois.

A l'issue de l'atelier, une feuille de route a été actée pour pousser le gouvernement congolais à intégrer cette réforme dans son agenda législatif. Les participants ont appelé les partenaires de la République du Congo, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que les Nations unies à soutenir cette ambition. Ils ont exprimé leur reconnaissance, notamment à Amnesty international et la F.i.d.h (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme) pour leurs contributions.

H.a.l.c (Haute autorité de lutte contre la corruption)

## Relance de la campagne de sensibilisation contre la corruption

Kinkala, commune et chef-lieu du Département de Pool, a constitué, le vendredi 25 août 2023, la première étape de la relance de la campagne de sensibilisation contre la corruption, menée par la Halc (Haute autorité de lutte contre la corruption). Dans le cadre de sa mission de prévention contre le fléau de la corruption, il s'agit pour cette structure, de faire connaître aux cadres et agents évoluant à l'intérieur du pays, ses



Emmanuel Olita Ondongo

missions, ses procédures et les aspects juridiques concernant la lutte contre

la corruption. Ainsi, après Brazzaville, la capitale, et les dé-

partements du Nord du pays, Kinkala est la première étape dans la partie Sud du pays. «L'objectif de cette campagne est de faire prendre conscience aux agents de l'Etat, des valeurs telles que l'éthique et la conscience professionnelle, le respect de la chose commune, l'impartialité et la loyauté», a dit la représentante du préfet, au cours de la cérémonie de lancement. En tout, quatre communications ont été présentées au cours de cette journée, sur les mécanismes et outils de dénonciation et de lutte contre la corruption.



Projet de renforcement du système de santé Kobikisa

# Une formation pour créer un consensus sur les protocoles thérapeutiques standards

Conduite par son premier responsable, Darius Eryx Mbou Essié, l'Unité de coordination du Projet de renforcement du système de santé Kobikisa a organisé, mardi 22 août 2023, à Brazzaville, une formation relative au consensus sur les protocoles thérapeutiques des soins. A l'ouverture des travaux, le Pr Hugues Isoibéka, directeur départemental des soins et services de santé de Brazzaville, a exhorté les participants à «percevoir le document (qui faisait l'objet de cette formation) comme un moyen de rationalisation. Mais, la mise en œuvre de ce processus a toujours posé problème». Et, «cette rationalisation est parmi tant d'autres pratiques médicales. Comme tout outil participatif et collaboratif, il reste un document à parfaire», a-t-il précisé.

Dans son intervention, le coordonnateur du Projet Kobikisa, Darius Eryx Mbou Essié, a rappelé que la formation organisée visait, entre autres, à vulgariser aux autres collègues médecins, la pertinence des protocoles thérapeutiques standards dans les soins, à présenter la prise en charge des pathologies majeures du panier des soins retenus par la caisse d'assurance maladie universelle, par niveau de soins, et à amender les protocoles, en les contextualisant selon le feedback des participants. Les conduites thérapeutiques recommandées viennent combler un besoin, notamment l'existence des recommandations pour la pratique clinique. Ont pris part à cet atelier de vulgarisation des soins: un expert rédacteur par groupe



Le présidium pendant la cérémonie d'ouverture.

de spécialité; les directeurs départementaux de la santé des douze départements du Congo; les médecins chefs de districts sanitaires; les chefs de centres de santé intégrés; les directeurs d'hôpitaux; les médecins d'hôpitaux généraux et de référence, etc.

En dehors de Brazzaville, les ateliers décentralisés de consensus vont, aussi, être organisés à Pointe-Noire, Dolisie et Oyo. Ils seront organisés en salle et en présentiel durant deux matinées. Les exposés en salle seront suivis des discussions animées par les experts en

santé. Les pathologies dont les prises en charge seront présentées sont: trois syndromes/pathologies graves pour enfant y compris la drépanocytose; trois chirurgies pour adulte (paludisme, hypertension artérielle et complication de grossesse).

Pour améliorer l'accès de la mère et de l'enfant aux services de santé, le gouvernement a lancé le Projet Kobikisa. Celui-ci est financé par un prêt de la Banque mondiale, d'une bagatelle de 50 millions de dollars américains. Il est structuré en trois composantes: financement du projet et P.b.f et soutien à la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceinte et les enfants, etc, pour les ménages pauvres; gouvernance des finances publiques (gestion des finances publiques sectorielles et renforcement du système de santé); gestion et suivi du projet: assurer une gestion et une mise en œuvre technique et fiduciaire efficace et efficiente du projet.

Joseph MWISSI NKIENI

## Le saviez-vous?

# Le 26 août, c'était la journée mondiale du chien

Evidemment, au Congo, on n'en a pas entendu parler. Mais, depuis la fin des années 2000, la date du 26 août est consacrée à la journée mondiale du chien, l'animal le plus proche de l'humain à travers le monde. Cette journée a été lancée par le Fonds international pour la protection des animaux, dans le but de prendre soin et de protéger les droits du meilleur ami de l'homme. Elle s'inspire du «National dog day» célébré depuis 2004, aux États-Unis.

En République du Congo, le chien est un grand compagnon de l'homme. Il va falloir que les Congolais qui aiment la compagnie des chiens et qui en tirent profit sachent qu'il y a une journée mondiale du chien. La journée mondiale du chien, qui se tient chaque 26 août, insiste surtout sur le lien qui unit, depuis des millénaires, les hommes et les chiens partout dans le monde. Il s'agit de faire prendre conscience à l'humanité de l'importance de l'amélioration des conditions de vie des chiens. C'est l'occasion rêvée pour nos amis canins de se faire de nouveaux copains, de jouer à cœur joie et pour les propriétaires de partager des moments de joie et de camaraderie. Dans certains pays, des



Le chien est parmi les animaux, le meilleur compagnon de l'homme.

cérémonies de distinction sont organisées pour les chiens courageux, les chiens d'assistance et ceux qui ont réalisé des actes héroïques. Ces événements mettent en lumière la relation spéciale entre l'homme et le chien et rappellent comment nos amis à quatre pattes sont bien plus que des animaux domestiques, ils

sont de véritables partenaires et protecteurs. Des cliniques mobiles offrent des services de santé gratuits pour s'assurer que chaque chien est en forme et en bonne santé. Des conférences éducatives sur l'alimentation appropriée, l'exercice régulier et les soins préventifs sont organisées pour aider les propriétaires

à maintenir le bien-être de leurs chiens. Après tout, un chien heureux est un chien en bonne santé. Des parcs spécialement aménagés pour les chiens accueillent des événements ludiques tels que des concours de déguisements, des compétitions d'agilité et des séances de jeux interactifs.

Des discussions et des ateliers abordent des sujets tels que la lutte contre la maltraitance animale, l'importance de l'adoption responsable et la promotion de lois de protection des animaux plus strictes. C'est l'occasion de faire entendre notre voix pour un changement positif et de soutenir financièrement les organisations qui œuvrent pour le bien-être canin. Les démarches engagées au niveau international entendent fournir tout type d'informations sur l'univers canin et agir pour le bien-être du chien, en dénonçant également la maltraitance dont il fait l'objet.

## lettre de Yakamambu

Mon très cher ami  
Mbulunkwé, mboté!

Brazzaville dont les jardins, les parcs, les pelouses et les tapis de gazon lui donnaient une élégance toute moderne, ne l'est plus aujourd'hui. En tout cas, l'on est loin de Brazzaville-la-verte qu'André Davesne avait décrite comme ayant «partout des pelouses de «paspalum», ce tenace chiendent qui résiste à des mois de sécheresse; des pergolas qu'escaladaient des plantes grimpantes; des arbres magnifiques: palmiers aux élégants panaches; manguiers couverts de fruits qui pendillaient au bout de longs pédoncules; arbres de fer aux voutes harmonieuses d'où tombaient de lourdes grappes violettes qui ressemblaient à la glycine; acacias de toutes espèces au feuillage dentelé délicat et mobile et, surtout, flamboyants qui semaient la splendeur pourpre de leurs bouquets».

A en croire nos amis communs Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu, Brazzaville et ses banlieues sont devenues non pas des souks, ces marchés couverts dans les pays arabes, mais des galeries marchandes, tous les deux mètres, du Lycée Savorgnan de Brazza jusqu'au-delà de Nganga-Lingolo, au Sud de la capitale, ainsi que dans les rues et avenues dont certaines sont devenues des cimetières d'épaves de voitures. Et ce, au vu et au su des autorités municipales qui, de leur côté, se contentent de décorer les devantures de leurs mairies, d'épaves de véhicules jaunes dont des tracteurs et des camions pour l'assainissement des différents quartiers.

Comme dans les souks, tout est en désordre. L'on y trouve des étals avec de la friperie importée d'Europe ou de pays arabes, des fruits et légumes, des pièces détachées des voitures, des marmites avec des plats parfois non écoulés la veille, des ngandas de fortune et des gargotes où l'on mange à bas prix de la nourriture de qualité douteuse et l'on sirote de la bière à foison dès 8h du matin. En tout cas, tout le monde s'improvise en vendeur, pauvreté et misère obligent! Brazzaville n'est plus «la ville où l'on apercevait, jadis, l'adorable lumière, jeune et gaie, qui se jouait sur les pelouses d'un vert cru, entre les feuilles légères des mimosées et qui projetait sur le sol de mouvantes taches de soleil».

Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu se demandent, pensifs, si Brazzaville redeviendra de nouveau, «Brazzaville-la-verte, cité toujours claire, plus lumineuse, plus riche de pensée, symbole de la paix de tout le peuple congolais, une cité radieuse, propre et salubre; une cité sereine et fière d'afficher toujours la vieille devise de sa municipalité: «Ceux qui le touchent sont libres»? Comprenez qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.

(Suite de la page 3)

Devant les médias, la première déclaration du général Nguéma était, en effet, de dire que rien n'était encore décidé pour l'avenir. «Je ne m'annonce pas encore, je n'envisage rien pour l'instant. Il y aura un débat que nous tiendrons avec tous les généraux. Nous nous retrouverons à 14h. L'objectif sera de parvenir à un consensus. Chacun exprimera ses idées, nous choisirons les meilleures, ainsi que le nom de la personne qui dirigera la période de transition», a-t-il déclaré au quotidien français Le Monde. Il a été porté en triomphe par les militaires de la garde républicaine. Ce qui laisse aucun doute sur le rôle qu'il va jouer, de diriger la transition, avant de relancer la vie démocratique du pays, avec la tenue des élections. Pendant ce temps, placé en résidence surveillée, le Président déchu, Ali Bongo Ondimba, a lancé un appel, en anglais, via les réseaux sociaux, en direction de ses amis et ses soutiens, pour rétablir la situation constitutionnelle au Gabon. Il a avoué ne pas savoir où se trouvent sa femme et son fils qui ont été arrêtés et ce qui se passe dans son pays. Les militaires ont indiqué dans un communiqué qu'il est dans de bonnes conditions, entouré de ses proches et ses médecins.

Au moment où nous mettons sous presse, on n'a pas encore la réaction de la Cemac (Communauté économique des Etats d'Afrique centrale) mais au niveau international, les condamnations fusent. L'Union africaine a condamné ce coup d'Etat au Gabon, mais beaucoup plus par principe..



# Pourquoi ne pas penser à nos pères fondateurs et à nos morts à la fête de l'indépendance?

**La fête de l'indépendance de notre beau pays, le Congo, a été célébrée, comme d'habitude, le 15 août. Cette fête nationale, la seule qui compte réellement comme célébration d'un événement identitaire pour la République du Congo, ne pourrait être célébrée autrement que dans un esprit d'union nationale et de paix véritable. La fête a été belle à Brazzaville-la-verte où, la veille, une belle lune ronde s'était levée le soir au-dessus de la capitale. Et l'on aurait pu ramasser, à sa clarté, une pièce de monnaie tombée à terre. Le lendemain matin, un grand défilé militaire s'est déroulé au Boulevard Alfred Raoul, en présence du Président de la République et de tous les corps constitués. Les militaires qui y ont défilé n'étaient ni les «mboulous-mboulous» d'antan ni les fameux miliciens cobras, ninjas ou cocoyes, tous de triste mémoire.**

À travers la fête du 15 août, le peuple congolais célèbre sa naissance, c'est-à-dire la transformation d'un territoire aux multiples visages ethniques conglomérés par l'intérêt colonial, en une structure géopolitique bâtie autour de l'intérêt unique du développement social et économique de tous ceux qui la constituent, malgré la diversité qui les caractérise. En dépit de leurs différences, nos Présidents successifs, Fulbert Youlou, Alphonse Massamba-Débat, Marien Ngouabi, Joachim Yhombi-Opango, Pascal Lissouba et Denis Sassou-Nguesso ainsi que les autres artisans comme Jean Félix-Tchicaya, Jacques Opangault, Robert Stéphane Tchitchelle ont fait de ce projet un engagement commun. Aucun parti politique, aucune région, aucune tribu ou ethnies, aucun chef politique ne peut se l'approprier.

L'événement que rappelle

cette célébration, à savoir l'indépendance de la République du Congo, s'inscrit de façon positive dans la mémoire collective. Il est positif de deux façons. Il est

place les dirigeants du pays ainsi que toute la population congolaise, face à leur responsabilité historique qu'est celle du développement et la poursuite du bien-être de



Par Dieudonné Antoine-Ganga.



Un carré du G.p.c.

positif en tant que fait avéré, s'affirmant dans l'histoire et établissant les conditions d'existence du pays dans le concert des Nations. Il

toute la population, sans exception, suivant les valeurs d'unité, de travail et de progrès. En tant qu'historique, la

naissance de la Nation congolaise dépasse les aspirations de ceux qui ont promu son indépendance, puisque se bâtissant dans

la continuité. Elle incarne les rêves de toutes les générations, y compris de celles qui n'étaient pas encore nées le 15 août 1960. Elle soumet à ses exigences d'édification, toutes les couches sociales et toutes les générations. Cet événement tire aussi son caractère positif du fait qu'il constitue un événement créateur et non destructeur de la Nation.

Notez l'apposition: créateur, et non destructeur. Elle insinue ainsi un rejet des comportements barbares qui, au cours de l'histoire, ont contredit l'idée de Nation et qui, par conséquent, ont détruit l'harmonie, la paix et l'union nationales, au profit des intérêts personnels, tribaux, claniques et égocentriques.

En dépit de la satisfaction sincère exprimée plus haut, la fête du 15 août n'a pas manqué de susciter en ma modeste personne, des interrogations sur l'avenir du Congo. Car, une fête aussi particulière que celle de l'indépendance présente toujours des opportunités d'affirmer une volonté de bâtir l'édifice national, en y associant aussi nos compatriotes défunts.

En effet, aucune gerbe de fleurs n'a été déposée par les membres du gouvernement, ni sur les tombes du premier Président de la

République, l'Abbé Fulbert Youlou, des Présidents Marien Ngouabi et Jacques Joachim Yhombi Opango, ni comme cela se faisait dans le temps, aux monuments des morts sis aux cimetières du centre-ville, de la Tsiémé, d'Itatolo et de Moukounzi-Ngouaka.

Aucun de nos cimetières n'a été désherbée ni débroussaillée. Dans ma culture, le cimetière inspire du respect. La protection des morts est la meilleure garantie du clan et de la famille. Car, les morts sont censés veiller en permanence sur les vivants et partout. Les vivants se sentent en sécurité quand ils ne rejettent pas les morts. A ce propos, n'oublions jamais que les morts sont des invisibles, mais non des absents, comme l'a dit Victor Hugo. Nous avons le devoir envers nos défunts, de garder le souvenir de leur mort et nous devons aussi nous souvenir de leur vie. Leur héritage doit nous aider, nous Congolais, à consolider la foi dans un avenir libre de tribalisme, d'exclusion et de haine.

La réussite de la démocratie et de la paix ne dépend pas seulement des élections libres ou des politiques gouvernementales. Elle dépend surtout de l'intériorisation des valeurs démocratiques, des valeurs de nos coutumes et de notre culture dans les cœurs du peuple congolais, dans son esprit et dans la vie de chaque jour. Pour le Congo, il s'agit de construire une véritable Nation aussi avec nos défunts.

**Dieudonné ANTOINE-GANGA.**

# Luttons contre la culture ou règne l'esprit de calomnie et de destruction

**«Tu ne mentiras pas, tu ne voleras pas, tu ne tueras pas». C'est par ces slogans que mon très cher ami et condisciple au séminaire de Mbamou, Mgr Ernest Kombo, président de la Conférence nationale souveraine, rappelait à l'ordre, après chaque séance, notre peuple. Prêchait-il dans le désert? C'est l'impression que l'on a au Congo, ces derniers temps. «Il y existe aujourd'hui une culture où règne l'esprit de calomnie et de destruction» dans laquelle «le moralisme est un masque pour créer confusion et destruction», dit le Pape Benoît XVI. En effet, une nouvelle race de la gent congolaise est en train de prendre racine au Congo. La race des menteurs qui polluent le climat et l'atmosphère dans les familles, les ngandas et sur les réseaux sociaux.**

Rappelons-nous que le menteur est un être qui fabrique sa propre morale. Il établit, avec les autres, des rapports de supériorité. Lui peut savoir, pas les autres. Or, le non-respect d'autrui ressemble au non-respect de soi-même. Le principe d'une existence étant de ne pas rougir de soi. Oh menteurs, point de pitié pour vous! En revanche, comme l'affirme Confucius, philosophe

chinois, 479 ans avant Jésus-Christ, «l'homme supérieur, c'est celui qui, d'abord, met ses paroles en pratique et, ensuite, parle conformément à ses actions; ou l'homme supérieur est celui qui a une bienveillance égale pour tous et qui est sans égoïsme et sans particularité».

De son côté, l'ancien Président sénégalais, Abdou Diouf, a dit: «La démocratie s'appauvrit et se déprécie, lorsque les discours des

uns et des autres n'arrivent pas à quitter le sentier du dénigrement, des questions crypto-personnelles et de la critique systématique».

Enfin, chez nous au Congo, l'ancien Président Pascal Lissouba affirmait: «Quand les accusations, même sans fondement, ont été lancées contre vous, elles laissent bien souvent une marque indélébile, se transforment peu-à-peu en une rumeur que personne ne peut propager avec

certitude, mais qui laisse supposer à certains qu'elle pourrait recouvrir une part».

Nous oublions souvent que le mensonge ne donne que des fleurs, mais pas des fruits. Comme dit Maurice Dorès, «il suffirait de répéter trois fois un mensonge pour en faire une vérité». Ce que l'ancien Président français, François Mitterrand, corroborait en affirmant: «Les rumeurs sont comme les papillons: une fois envolées, il est difficile de les rattraper».

Quant à moi, j'ai peur de la haine de l'homme envers dont l'amitié est incertaine et la fidélité en travers. Soyons; comme l'a dit Jules Romain, «des esprits d'élite qui discutent des idées. Car, les esprits

moyens discutent des événements et les esprits médiocres discutent des personnes». Comprenne qui pourra!

Qu'il nous souvienne que dans le monde d'aujourd'hui, les méthodes archaïques comme celles de Hitler sont nettement dépassées. «Il suffit de créer un conditionnement collectif, en réduisant, de manière drastique, le niveau et la qualité de l'éducation, pour la ramener à une forme d'insertion professionnelle. Un individu inculte n'a qu'un horizon de pensée limité et plus sa pensée est bornée à des préoccupations matérielles, médiocres, moins il peut se révolter. Il faut faire en sorte que l'accès au savoir devienne de plus en

plus difficile et élitiste, que le fossé se creuse entre le peuple et la science, que l'information destinée au grand public soit anesthésiée de tout contenu à caractère subversif... On occupera les esprits avec ce qui est futile et ludique. Il est bon avec un bavardage et une musique incessante, d'empêcher l'esprit de s'interroger, penser, réfléchir. On mettra la sexualité au premier rang des intérêts humains. Comme anesthésiant social, il n'y a rien de mieux. En général, on fera en sorte de bannir le sérieux de l'existence, de tourner en dérision tout ce qui a une valeur élevée, d'entretenir une constante apologie de la légèreté; de sorte que l'euphorie de la publicité, de la consommation deviennent le standard du bonheur humain et le modèle de la liberté», dit Gunther Anders, philosophe allemand décédé en décembre 1992.

**Dieudonné ANTOINE-GANGA.**

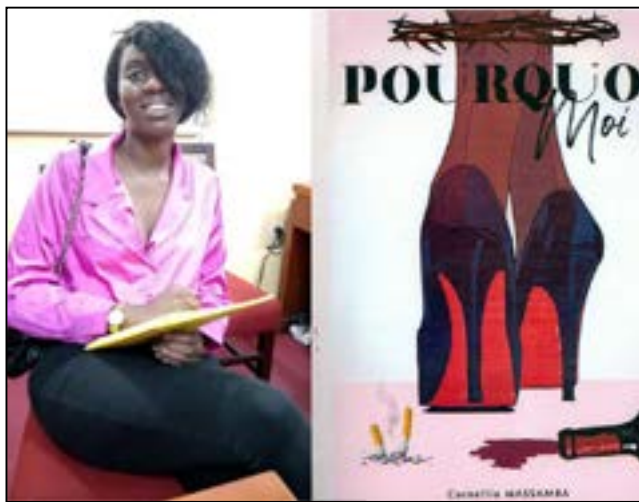


Roman

# «Pourquoi moi?», une œuvre de Cornellia Massamba ou la force du destin

Elle avait 27 ans en 2021 quand elle a publié, en auto-édition, son premier roman autobiographique, intitulé «Pourquoi moi?». Née en France, cadette d'une famille de quatre enfants, française d'origine congolaise, Cornellia Massamba avait décidé de s'installer cette année-là au Congo, le pays d'origine de ses parents, malgré la réticence de son entourage. Depuis, elle y mène sa vie en femme battante, dynamique, désireuse de soutenir ses compatriotes qui veulent s'en sortir, à la tête de son Association «Espoir ya mboka». Son livre, préfacé par Jackson Darius Mackiozy Bansimba, est le témoignage de sa vie qui a connu des tournures dramatiques, alors qu'elle était adolescente puis jeune. On peut dire d'elle qu'elle est le symbole de la force du destin.

Handicapée par la perte de son œil gauche dans un incident à Paris, ayant connu une vie de débâche, Cornellia Massamba en a tiré de grandes leçons qu'elle a voulu partager avec le public, en publiant un ouvrage pouvant servir très utilement à l'éducation des adolescents et des jeunes. C'est le témoignage de sa propre vie jusqu'à son intimité, mais qui ne concerne pas que les jeunes. Les adultes aussi, en tant que parents. La vie de Cornellia a, en effet, basculé après le divorce de ses parents. Une déchirure familiale qui impactera profondément sa fratrie. Etape par étape, elle raconte sa vie, de manière simple mais combien poignante et suggère les leçons à en tirer, en concluant par un verset biblique suivi d'une page vide de méditation. Bref, comment forcer le destin, en ne se laissant pas entraîner comme une feuille morte par les circonstances dictées par la vie, c'est le sens de son œuvre littéraire, car elle considère qu'on peut apprendre de tout.



Cornellia Massamba et la couverture de son livre-témoignage.

L'auteure apprend en effet aux jeunes qu'ils ont le pouvoir de changer leur avenir, en prenant des initiatives qui aident à sortir des zones «toxiques». Toxique, c'est d'ailleurs le mot fort qu'elle emploie, pour parler des relations sociales qui l'ont égarée. La fresque de couverture de son roman en dit d'ailleurs long sur ces relations toxiques. Ce témoignage, elle le livre en jeune femme épanouie. «Dans mon récit qui est un roman autobiographique de

119 pages, intitulé «Pourquoi moi?», j'aborde différents sujets tels que la cellule familiale, les addictions, les rapports de sexes opposés, l'éducation, etc. Je suis une self-woman, c'est-à-dire que j'ai étudié, mais j'ai arrêté en première année de C.a.p esthétique, c'est-à-dire j'ai fait la Troisième et juste après, j'ai voulu devenir esthéticienne. Cette même année-là, j'ai perdu l'usage de mon œil gauche, suite à une agression dans les transports en

commun. Alors du coup, j'ai cette volonté de me dire que je dois me battre deux fois plus que les autres, je dois travailler deux fois plus que les autres. Et donc, pour éviter à cette jeunesse d'avoir à vivre les mêmes combats que les miens ou de passer par certaines étapes par lesquelles je suis passée, j'œuvre auprès d'elle pour l'accompagner, lui faire comprendre que la réussite a un prix et qu'il faut beaucoup de résilience et d'abnégation», explique-t-elle. «Dans cet ouvrage, l'auteure, avec un pinceau fin limier des plus accessibles, sans détour, sculpte les moments les plus intimes et sombres de sa vie. Loin de se complaire dans ces faits, au contraire, son autobiographie est présentée comme un témoignage destiné à aider les hommes en général, les jeunes en particulier à s'écarter des «chemins tortueux» qui mènent droit à la perte», suggère son préfacier.

Jean-Clotaire DIATOU

«Pourquoi moi?» Roman autobiographique de Cornellia Massamba. Disponible à la Librairie FNAC au Centre Commercial Grand-Fleuve (Casino) à Brazzaville. Prix: 5.000 F CFA. Contact email de l'auteure: massamba.cornellia@gmail.com

Musique

# Le rappeur Mc Baba lance sa carrière solo, après s'être séparé de Paternine Maestro

Le rappeur congolais, Mc Baba, s'est retiré de la «Baseron», le groupe musical de l'artiste Paternine Maestro, dont il était sociétaire depuis quelques mois. Il a fait cette annonce, lundi 23 août 2023, via sa page Facebook. Mc Baba s'est distingué sur la scène musicale congolaise avec son style de «rap muet». Après cette rupture avec Paternine Maestro, le jeune rappeur a décidé de se lancer en carrière solo.



Paternine Maestro et Mc Baba

«Hello, Baba famille, c'est moi votre artiste Mc Baba. C'est juste pour vous informer que, désormais, je ne fais plus parti de la Baseron. Pour toutes mes actualités, abonnez-vous à ma nouvelle page Facebook, «Mc Baba Officiel» et sur Tik tok, «Mc Baba Official», déclare-t-il dans une courte vidéo où l'artiste apparaît serein, tenant en main des feuilles de papiers sur lesquelles est imprimé son message.

Le jeune artiste affirme ne bénéficier d'aucun accompagnement après sa séparation avec son mentor, Paternine Maestro. Il sollicite l'implication de tous. «Pour l'instant, je n'ai aucun support et j'ai vraiment besoin de votre soutien», lance-t-il.

La «Baseron» est, par essence, un site de répétition de Paternine Maestro. Situé au quartier Talangai, le sixième arrondissement de Brazzaville. Le lieu réunit, chaque dimanche, des centaines de mélomanes, en majorité des jeunes qui assistent au spectacle. C'est en ce lieu que les artistes Mc Baba et Paternine Maestro se sont rencontrés. Depuis, Mc Baba s'est révélé au grand public en tant que premier rappeur muet. Le duo entre les deux jeunes artistes était devenu incontournable. La «Baseron» s'est illustrée en une référence de la musique urbaine congolaise à Brazzaville. Les artistes ivoiriens Suspect 95 et Didi B s'y étaient rendus, lors de leur passage dans la ville capitale.

Signalons que Paternine Maestro et Mc Baba ont mis sur le marché du disque, un titre à succès intitulé en lingala, «Oko lela epa ya nani?», qui veut dire en français: «A qui iras-tu te plaindre?», sortie en juin dernier. Cette collaboration a été bien accueillie par le public et a suscité l'admiration des mélomanes au Congo et ailleurs en Afrique. L'annonce de leur séparation a profondément déçu les adeptes du rap congolais. Mais, tant qu'à faire, on ne peut que souhaiter bon vent à Mc Baba, pourvu que la musique gagne.

Roland KOULOUNGOU

# Le 7 octobre de chaque année, on célèbre la journée mondiale du sourire

Chaque année, le premier vendredi du mois d'octobre, se déroule la journée mondiale du sourire. Créée en 1999 par l'américain Harvey Ball, elle a emmené depuis, bien des initiatives dans son sillon.

En ce 7 octobre, nous célébrons la journée mondiale du sourire. Mais d'où provient-elle? Pour le comprendre, il faut regarder outre-Atlantique et remonter jusqu'au début des années 1960. En 1963, un artiste américain de Worcester nommé Harvey Ball est missionné par «la State mutual life assurance company» de dessiner une affiche pour améliorer le moral des employés. 10 minutes plus tard, c'est chose faite. Harvey Ball présente son dessin aux allures simples et guillerettes: une tête jaune et ronde, deux yeux et surtout, un large sourire.

Si ce dessin est aujourd'hui iconique, Harvey Ball était toutefois loin de s'imaginer la notoriété qu'il gagnerait au fil des années! La magie du smiley prend rapidement et il ne tarde pas à faire le tour du monde: tantôt floqué sur des vêtements, tantôt utilisé en porte-clefs, il y en a pour tous les goûts! Et surtout, sa visée initiale est respectée: diffuser joie et bonheur autour de lui!

«Faites un acte de bonté. Aidez une personne à sourire»

En 1999, Harvey Ball poursuit dans sa lancée et crée la journée mondiale du sou-

rire, une journée pour promouvoir les actes délibérés de gentillesse. Dès lors, elle est célébrée chaque année, le premier vendredi du mois d'octobre et n'a d'autres visées que de «donner le sourire à son prochain» selon les mots de son créateur. A la mort de Harvey Ball, en 2001, la tradition perdure et s'intensifie. Ainsi, la journée mondiale du bonheur est proclamée en 2012 à l'Onu (Organisation des Nations unies). Les associations se multiplient également pour diffuser ces bonnes ondes. «Sourire d'enfant» est par exemple créé en 2012 et cherche à faire naître ou renaître, chez les enfants hospitalisés, un sourire sur leur visage en organisant différentes opérations dans les services pédiatriques des hôpitaux. Côté entreprises, on peut

bien sûr penser à Lancôme et à son fameux parfum; «La Vie est Belle», incarné par Julia Roberts et son sourire légendaire. Plus qu'un simple parfum, «La Vie est Belle» est un véritable manifeste de positivité, une fragrance comme une invitation à toutes les femmes qui la portent de saisir le bonheur en chaque instant. Il en va même jusqu'au flacon -désormais rechargeable- dessinant un sourire de cristal, qui se partage à l'infini! Ainsi, si les odes à la joie se multiplient et s'accroissent, les mots de Nougara, dans sa chanson «Sourire», n'auront jamais sonné plus juste qu'en cette journée «Sourire, sourire, toujours sourire»!

Emma ROUVET  
Le Média Positif avec Lancôme

Chaque jeudi  
L'Horizon Africain sur le site internet  
: [www.lhorizonafricain.com](http://www.lhorizonafricain.com)



Fécovo (Fédération congolaise de volleyball)

# Grande première à Madingou, avec la tenue des championnats nationaux

Les championnats nationaux de volleyball se sont déroulés, pour la première fois de leur histoire, à Madingou, chef-lieu du Département de la Bouenza. 19 équipes venues de trois départements (Brazzaville, Pointe-Noire et Bouenza), en seniors hommes et dames, en juniors hommes et cadets, étaient en lice, du 21 au 27 août 2023. Lancés par le préfet Jules Monkala-Tchoumou, en présence de Jean-Claude Mopita, président de la Fécovo (Fédération congolaise de volleyball), des autorités locales, notamment Jean-Fulgence Mouangou, président du conseil départemental, Fortuné Pouéla, maire de Madingou, Raiche Lionel Ibakako-Bomio, sous-préfet de Madingou, etc, les championnats nationaux de volleyball sont qualificatifs des championnats africains.

Dans son discours, le préfet Monkala-Tchoumou a d'abord remercié les organisateurs, pour le choix porté sur son département, tout en donnant le sens de ces championnats qui permettent de booster le volleyball dans son département qui, jadis, était le creuset des Diables-Rouges dans les années 90, par le truchement d'un formateur appelé Maky Masta. Pendant 6 jours, 457 athlètes de 19 clubs se sont affrontés loyalement, pour se qualifier aux coupes africaines pour les seniors et montrer de quoi ils sont capables pour les catégories inférieures, juniors et cadets.



Photo de famille de toutes les délégations avec le préfet.

compétence. Nous leur disons merci. Pour les volleyeurs que nous sommes, Madingou 2023 entre, dès à présent, dans les annales de l'histoire du volleyball national. Nos pensées se tournent maintenant vers Pointe-Noire, Ouesso, Owando et Dolisie où pourraient se dérouler les championnats nationaux de volleyball 2024», a indiqué Jean-Claude



Saint-Michel de Ouenzé en juniors hommes



La D.g.s.p en seniors dames.

La journée de clôture était sanctionnée par deux finales en seniors. En première explication les dames de la Dgsp ont battu difficilement celles de l'inter club par 3 sets à 1 (19-25, 25-27, 25-15, 33-31). Chez les hommes Inter club a vengé ses dames à l'issue d'une finale époustouflante gagnée à l'arraché par tiebreak 3 sets à 2 soit (25-23, 19-25, 28-26, 23-25, 25-18 et au tiebreak 15-08). Un match qui a laissé la soif du publique de Madingou venu

nombreux assistés. En rappel, une journée avant, les juniors de Saint-Michel de Ouenzé ont battu Inter-club de Pointe-Noire 3 sets à 0 soit (25-16, 25-17, 25-18). Après donc une semaine de compétition, ce sont les clubs de la D.g.s.p en seniors dames, Inter-club de Brazzaville, en seniors hommes, le Centre Jean-Claude Mopita en cadets et Saint-Michel de Ouenzé en juniors hommes qui sont sortis champions nationaux 2023.

Au terme de ces championnats, le président de la Fécovo s'est félicité du déroulement sans faute de la compétition, par la bonne tenue des délégations et des joueurs. «De plus, au cours de cette compétition, nous avons observé, avec plaisir, qu'il y a un grand travail qui s'opère dans les clubs. Le niveau technique a été louable. La commission d'arbitrage bénéficie également de nos éloges, car elle a bien mené sa tâche jusqu'au bout. Les arbitres ont étalé leur

Mopita qui, malgré la modicité des moyens, a relevé le pari d'organiser ces championnats nationaux en dehors de Brazzaville. Des médailles et trophées ont été remis aux équipes championnes. Toutes les délégations présentes à cette compétition ont reçu de la Fécovo, une paire de filet, une chaise d'arbitre et une paire de poteau.

Luze Ernest BAKALA

## Eliminatoires de la Can Côte d'Ivoire 2023

# Paul Put a appelé 23 joueurs, pour le match du Congo contre la Gambie

La phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2023 (Can Côte d'Ivoire 2023) va se tenir du 13 janvier au 11 février 2024, en Côte d'Ivoire, suite à un glissement du calendrier de la Caf (Confédération africaine de football). 15 pays sont déjà qualifiés, dont le pays organisateur, la Côte d'Ivoire. Il reste 9 pays à se qualifier, sur les 24, dont la République du Congo, qui livre sa dernière rencontre contre la Gambie, le samedi 9 septembre 2023. Si notre pays l'emporte, comme tout bon Congolais peut le souhaiter, il va se qualifier pour la phase finale de la Coupe d'Afrique qui se joue en Côte d'Ivoire.

Pour le match contre la Gambie, le sélectionneur national, le Belge Paul Put, a appelé 23 joueurs, pour la plupart des professionnels,

mais aussi quelques locaux. Reste à savoir si tous les professionnels appelés répondront à l'appel. C'est la dernière chance pour les



Le sélectionneur national Paul Put

Diables-Rouges de participer à la phase finale de la Can, cette année. Comment va-t-il préparer cette rencontre décisive? Quelle sera sa position magique pour gagner, au-delà des contradictions qui empoisonnent la vie de la sélection nationale? Autant de questions qu'on peut se poser.

Il faut dire que ça ne va pas fort pour notre sélection nationale qui a accumulé les défaites, durant ses derniers matches. Le 18 juin dernier,

Ligue des champions de la Caf

## L'As Otohô débarquée de la course, dès le premier tour!

Décidément, le football congolais broie du noir. Voilà l'équipe championne du Congo, qui se fait débarquer de la Ligue des champions de la Caf, dès le tour préliminaire, alors que c'est pour la quatrième fois qu'elle y participe. L'As Otohô a subi pratiquement le même sort, comme en septembre 2022: l'élimination dès le premier tour de la compétition.

L'histoire s'est répétée tristement cette année pour les Congolais, au niveau de la Ligue des champions de la Caf (Confédération africaine de football). Cette fois, c'est une équipe soudanaise, Al Merreikh, qui a barré la route à l'As Otohô, après le match de retour, joué vendredi 25 août 2023, au Rwanda et qui s'est soldé par un score nul de zéro but partout. Au match aller, à Brazzaville, c'était aussi un score de parité mais d'un but partout. Le but marqué à l'étranger a constitué l'avantage des Soudanais qui se sont qualifiés pour le deuxième tour.

En effet, après avoir été tenu en échec à domicile par un nul d'un but partout, à l'aller, le représentant congolais à la Ligue des champions de la Caf n'a pas fait mieux au match retour. L'As Otohô est sortie de la compétition, éliminée dès le premier tour, par l'équipe soudanaise Al Merreikh.

On ne le dira jamais assez, le club du président Maixent Raoul Ominga, qui a les atouts d'une équipe qui peut faire de bons résultats, n'arrive pas à percer sur la scène africaine. Comment comprendre que cette équipe, qui est la meilleure du pays de par ses titres de champion du Congo, n'arrive pas à accéder au deuxième tour d'une compétition africaine, ces deux dernières années? Sa performance s'est limitée au match de groupe, il y a trois ans. L'année dernière, elle était battue à domicile, au Stade Alphonse Massamba-Débat par l'équipe sud-africaine de Cape-Town city, sur le score de 2-0.

Alors que cette équipe congolaise a les moyens nécessaires de pouvoir faire un honorable en ligue des champions? Le président de ce club devrait faire école auprès des autres président comme Remy Ayayos Ikounga ou Moïse Katumbi, afin de caresser le rêve de soulever un jour le trophée de la Ligue de champions de la Caf. Il faut se mettre résolument au travail, avoir des hommes capables de se sacrifier pour la cause et regarder tous dans la même direction, pour y parvenir. Sinon, on pensera que cette équipe ne brille au Congo que par des méthodes non sportives.

Comme l'année dernière, le seul représentant congolais en terrain africain cette année reste Diables-Noirs, club qui a été exempté du premier tour préliminaire, grâce à ses performances de l'année dernière. Les Congolais comptent donc sur les «Noir et jaune» pour sauver l'honneur du football congolais sur le continent. Les hommes du général Jean-François Ndengué vont entrer en scène au deuxième tour de la Coupe de la Caf. Le «simba nsakala, yaka dia mama» va tonner.

Luze Ernest BAKALA

### Championnats d'Afrique des clubs de handball Brazzaville 2023

## Les clubs congolais connaissent leurs adversaires

La C.a.h.b (Confédération africaine de handball) a procédé, le lundi 27 août 2023, à son siège, à Abidjan (Côte d'Ivoire), au tirage au sort de la 44ème édition des championnats d'Afrique des clubs champions qui va se dérouler du 28 septembre au 7 octobre 2023, à Brazzaville. Cinq clubs congolais y participent, en seniors messieurs et dames. Il s'agit de Pétro-sport Orange, B.m.c, D.g.s.p, As Otohô et Grain de sel.

Pour le déroulement du championnat, deux groupes sont formés dans chaque catégorie. En dames, dans le Groupe A, les équipes congolaises d'As Otohô et Grain de sel vont croiser Primero d'Angola, Al Alhy d'Egypte et Fanz. Dans le Groupe B, la D.g.s.p sera face à Pétro d'Angola, Fap du Cameroun et Bandama de Côte d'Ivoire.

En hommes, le groupe A est composé de: Red Star Oja de Côte d'Ivoire; Adjidjia H.c du Benin; Fap et A. Nzoko du Cameroun et J.s.k de la RD Congo.

Le Groupe B compte: Pétro-sport Orange; B.m.c du Congo; J.s.e Skida d'Algérie; Zamalek et Al Ahly d'Egypte.

Pendant 9 jours la capitale congolaise va vibrer au rythme du handball africain dans deux gymnases de Brazzaville: Nicole Oba et Henri Elendé.

Luze Ernest BAKALA

le Mali nous avait humiliés à domicile, par 2 buts à 0, lors de la 5ème journée de éliminatoires de la Can. Etant à égalité de points avec la Gambie, le Congo est sorti deuxième exæquo. D'où ce match contre la Gambie que les Congolais doivent absolument gagner,

pour aller en Côte d'Ivoire. Mais, pouvons-nous compter réellement sur notre sélection nationale, après tant de déception? Même si l'espoir est là, on attend de voir le résultat de ce match décisif.

Luze Ernest BAKALA